



**PRÉFET  
DE L'YONNE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Secrétariat général aux affaires départementales  
Bureau de l'environnement**

Arrêté n° PREF-SGAD-BE-2026- **0064**

du **15 AVR. 2026**

**portant mise en demeure et mesures conservatoires de la société SUEZ RV YONNE MÉTAUX  
de régulariser la situation de l'installation qu'elle exploite sur le territoire de la commune d'AUXERRE**

Le Préfet de l'Yonne

**VU** le code de l'environnement, en particulier ses articles L. 171-6, L.171-8, L. 172-1 et suivants, L. 511-1 et L. 514-5 ;

**VU** le code de justice administrative ;

**VU** l'arrêté du 22 décembre 2023 relatif à la prévention du risque d'incendie au sein des installations soumises à autorisation au titre des rubriques 2710 (installations de collecte de déchets apportés par le producteur initial), 2712 (moyens de transport hors d'usage), 2718 (transit, regroupement ou tri de déchets dangereux), 2790 (traitement de déchets dangereux) ou 2791 (traitement de déchets non dangereux) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

**VU** l'arrêté préfectoral d'autorisation n° PREF-DCLD-B1-2000-0035, délivré le 3 février 2000 autorisant la société TERNANT RECYCLAGE à poursuivre l'exploitation de ses installations de récupération et de recyclage des déchets industriels banals dans son installation sur le territoire de la commune d'Auxerre ;

**VU** l'arrêté préfectoral n° PREF-DCPP-SE-2017-0564, délivré le 5 juillet 2017 modifiant l'arrêté préfectoral d'autorisation n° PREF-DCLD-B1-2000-0035, délivré le 3 février 2000 ;

**VU** le rapport de l'inspecteur de l'environnement transmis à l'exploitant par courriel en date du 28 janvier 2026 conformément aux articles L. 171-6 et L. 514-5 du code de l'environnement ;

**VU** le projet d'arrêté transmis le 6 février 2026 à l'exploitant en application de l'article L.171-6 du code de l'environnement ;

**VU** les observations de l'exploitant du 12 et du 26 mars 2026 sur le projet d'arrêté précité ;

**CONSIDÉRANT** que l'article L. 171-8 du code de l'environnement dispose qu'en cas d'inobservation des prescriptions applicables en vertu du présent code aux installations, ouvrages, travaux, aménagements, opérations, objets, dispositifs et activités, l'autorité administrative compétente met en demeure, la personne à laquelle incombe l'obligation d'y satisfaire dans un délai qu'elle détermine ;

**CONSIDÉRANT** que l'article 26 bis de l'arrêté du 04 octobre 2010 dispose : « Les mesures sont prises pour recueillir l'ensemble des eaux et écoulements susceptibles d'être pollués lors d'un sinistre, y compris les eaux utilisées lors d'un incendie. Ce confinement peut être réalisé par des dispositifs internes ou externes à l'installation... » ;

**CONSIDÉRANT** que l'exploitant ne dispose pas de dispositif de rétention des eaux incendie, et, qu'il n'a pas calculé le volume nécessaire après les travaux de réseaux ;

**CONSIDÉRANT** que l'exploitant, par son courriel du 25 mars 2026, s'engage à mettre en place des plaques métalliques au niveau des murs dégradés afin de contenir les déchets et ainsi maintenir en sécurité pendant la durée nécessaire à la réalisation des travaux de rénovation ;

Considérant que le projet de rénovation globale présenté par l'exploitant dans son courrier du 24 février 2026 et le devis du 29 mai 2024 nécessite 18 mois de travaux ;

**CONSIDÉRANT** que l'article 7 de l'arrêté du 3 février 2000 susvisé dispose : « *Les installations de l'établissement sont disposées, aménagées et exploitées conformément aux plans et données techniques contenus dans le dossier de la demande, en tout ce qu'elles ne sont pas contraires aux dispositions du présent arrêté et aux règlements autres en vigueur.* » ;

**CONSIDÉRANT** que lors de la visite du 25 septembre 2025, l'inspecteur de l'environnement a constaté que l'exploitant ne respecte pas ces dispositions :

- article 7 de l'arrêté du 3 février 2000
  - les murs des alvéoles en traverses de bois sont très dégradés : des traverses sont manquantes ou cassées ;
- article 26 bis de l'arrêté du 4 octobre 2010
  - l'exploitant n'a pas connaissance du volume de rétention nécessaire au confinement des eaux incendie ;

**CONSIDÉRANT** que face à ce manquement, il convient de faire application des dispositions de l'article L. 171-8 I du code de l'environnement en mettant en demeure la société SUEZ RV YONNE MÉTAUX de respecter les prescriptions de l'article 7 de l'arrêté du 3 février 2000 susvisé ;

**Sur proposition de Madame la Secrétaire générale de la préfecture de l'Yonne ;**

## **ARRÊTE**

### **Article 1 – Objet**

La société SUEZ RV YONNE MÉTAUX, exploitant une installation de récupération et recyclage de déchets industriels banal dans son établissement sur le territoire d'Auxerre, est mise en demeure de respecter :

- **dans un délai de 3 mois à compter de la notification du présent arrêté**, les dispositions prévues à l'article 26 bis de l'arrêté du 4 octobre 2010 ;
- **dans un délai de 18 mois à compter de la notification du présent arrêté**, les dispositions prévues à l'article 7 de l'arrêté du 3 février 2000.

### **Article 2 – Mesures conservatoires**

L'exploitant met en place des plaques métalliques au niveau des murs dégradés afin de contenir les déchets et ainsi maintenir en sécurité pendant la durée nécessaire à la réalisation des travaux de rénovation, dans un délai de 1 mois à compter de la notification du présent arrêté.

### **Article 3 – Sanctions**

Dans le cas où il n'aurait pas été déféré à la mise en demeure à l'expiration du délai imparti, et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, l'autorité administrative peut arrêter une ou plusieurs sanctions prévues au II de l'article L. 171-8 du code de l'environnement.

### **Article 4 - Notification et publicité**

Conformément à l'article R. 171-1 du code de l'environnement, le présent arrêté est publié sur le site internet de la préfecture pendant une durée minimale de deux mois.

Le présent arrêté est notifié à la société SUEZ RV YONNE MÉTAUX.

### **Article 5 – Voies et délais de recours**

Conformément à l'article L. 171-11 du code de l'environnement, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle peut être déférée au Tribunal administratif de Dijon :

- 1° Par l'exploitant, dans un délai de deux mois à compter de sa notification ;
- 2° Par les tiers, dans un délai de deux mois à compter de sa publication.

Le Tribunal administratif peut être saisi d'un recours déposé via l'application Télérecours citoyens accessible par le site internet [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr)

Le présent arrêté peut également faire l'objet d'un recours gracieux auprès du préfet ou hiérarchique auprès du ministre en charge de la transition écologique, dont l'exercice interrompt le délai de recours contentieux. L'absence de réponse de l'administration dans un délai de deux mois fait naître une décision implicite de rejet.

### **Article 6 – Exécution**

Madame la Secrétaire générale de la préfecture de l'Yonne et Monsieur le Directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Bourgogne-Franche-Comté sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution des dispositions du présent arrêté dont une copie sera adressée à :

- Monsieur le Maire de la commune d'AUXERRE,
- Monsieur le Responsable de l'unité interdépartementale Nièvre/Yonne de la DREAL.

Fait à Auxerre, le **15 AVR. 2026**

Pour le Préfet et par délégation,  
Le Sous-préfet,  
Directeur de cabinet,



Hugo LE FLOC'H

